

**Nations unies - CSNU - MONUSCO
et Grands Lacs - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies
(New York, 11 octobre 2018)**

Monsieur le Président,

Je remercie la Représentante Spéciale du Secrétaire général et chef de la MONUSCO, Mme Leila Zerrougui, ainsi que l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour les Grands lacs, M. Said Djinnit, pour leurs exposés très éclairants et pour leur engagement.

Nous venons de présenter le compte-rendu de notre mission en RDC. Je ne m'y attarderai donc pas, si ce n'est pour rendre à nouveau hommage à l'action de Mme Zerrougi et de ses équipes, souligner une fois de plus l'opportunité historique que constituent les élections du 23 décembre, et appeler à nouveau l'ensemble des acteurs congolais à saisir cette opportunité et à surmonter leurs différences par le dialogue afin d'aboutir à un consensus le plus large possible sur les conditions techniques et politiques d'organisation de ces élections. L'ensemble du peuple congolais attend de ses dirigeants qu'ils organisent des élections crédibles, libres et transparentes dans un climat apaisé. Nous espérons que leur appel sera entendu.

Monsieur le Président,

L'accord-cadre pour la paix et la sécurité pour la RDC et la Région a été conçu en 2013 pour assurer la paix et la stabilité dans la région des Grands Lacs, qui venait de connaître une série de conflits. L'accord-cadre est spécifiquement conçu pour répondre aux défis communs qui se posent à la Région des Grands Lacs et constitue un instrument essentiel pour renforcer la confiance entre les pays de la Région. Cet accord inclusif permet de combiner dans un même objectif les efforts d'un grand nombre d'acteurs : les pays de la région, les institutions régionales concernées, les partenaires extérieurs. Il porte une vision de long terme englobant toutes les voies possibles pour assurer le développement humain et économique de la région.

Cet accord devrait fonctionner comme un catalyseur d'action, mais il ne fonctionne pas encore aujourd'hui, selon nous, de façon optimale. Il y a plusieurs raisons à cela :

La région reste confrontée à des défis non résolus : schémas électoraux fragiles, déplacements massifs de population provoqués par des groupes armés non contrôlés, processus de réconciliation inachevés, lenteur de la justice ;

De nouvelles menaces sont apparues : épidémie d'Ebola, radicalisation de la jeunesse,

dommages environnementaux liés à l'exploitation illégale des ressources naturelles.

Les moyens appropriés pour répondre collectivement à ces défis ne sont pas encore véritablement en place. Je pense notamment au manque de capacités juridiques et techniques régionales appropriées dans le domaine de la police et de la coopération judiciaire, en matière notamment de lutte contre la traite et l'impunité.

Enfin, nous savons combien le manque de confiance est à la fois répandu et préjudiciable. C'est dire combien recréer la confiance est au coeur de nos priorités communes.

La France salue le travail remarquable de l'Envoyé spécial du Secrétaire général, qui ne ménage aucun effort pour rechercher l'ensemble des voies et moyens pour surmonter ces défis. Les élections en RDC sont à l'horizon. Nous venons de parler de l'importance qu'elles ont pour la stabilité régionale. Ces élections sont aussi une opportunité historique pour l'ensemble de la région. Elles doivent être l'occasion en effet pour la région, une fois les élections passées, de se réunir autour d'une feuille de route régionale renouvelée, qui puisse faire émerger de nouveaux modes d'interactions entre les pays voisins et contribuer à relever les nombreux défis qui demeurent.

La France restera fidèle à l'engagement pris en 2013 en solidarité avec la région. Nous avons un objectif commun : contribuer à forger la stabilité régionale à long terme. Et nous sommes prêts à travailler étroitement avec l'ensemble des pays de la région au service de cet objectif et pour surmonter les défis actuels.

Je vous remercie./.